



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Lundi 26 septembre 2005

COMPTE-RENDU

(La liste des Présents et Excusés est intégrée au compte-rendu p 10.)

Michel DELEBARRE, Ancien Ministre d'Etat, Député-Maire de Dunkerque, Président de RAFHAEL ouvre la séance à 11h05 en accueillant les membres présents. Il salue particulièrement **Monsieur DEFURNES**, Vice-Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque et nouveau représentant officiel de la Communauté Urbaine de Dunkerque au sein du Réseau RAFHAEL. Celui-ci succède ainsi à **Monsieur VANHOVE**.

Michel DELEBARRE rappelle l'ordre du jour de l'Assemblée :

- Point sur les questions administratives et financières du Réseau RAFHAEL,
- examen des orientations et des perspectives de travail de RAFHAEL,
- les questions diverses éventuelles.

Conformément aux statuts de RAFHAEL, **Michel DELEBARRE** précise que cette Assemblée Générale diffère des précédentes : il s'agit, en effet, d'élire un nouveau Conseil d'Administration et un nouveau Bureau. Aussi, contrairement à la coutume désormais établie au sein du Réseau, il n'y aura pas cette année de communication thématique à l'issue de l'Assemblée Générale.

Il rappelle les précédentes communications thématiques :

- en 2000 : « **Les enjeux des réseaux haut débit** », avec une intervention de **Christophe PANNETIER**, Directeur de la Mission Société de l'Information au Conseil Régional Nord-Pas de Calais
- en 2001 : « **L'état intermédiaire de l'étude concernant le Haut Débit en Nord-Pas de Calais** », avec une intervention de la Mission Société de l'Information du Conseil Régional
- en 2002 : « **Point sur l'état d'avancement des réflexions prospectives à l'heure de l'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement et de Développement du Territoire** », avec une intervention de **Daniel GHOZI**, Directeur Général Adjoint du Conseil Régional Nord-Pas de Calais et de **Pierre-Jean LORENS**, Directeur de la Direction Plan Prospective et Evaluation.
- en 2003 : « **2004 : la nouvelle donne énergétique pour les collectivités territoriales** », avec une intervention de **Gérard MAGNIN**, Délégué Général d'Energie - Cités et membre du Comité Consultatif du Débat National sur les Energies
- puis, en 2004 « **Grande Vitesse ferroviaire et Europe, Grande Vitesse Ferroviaire et Territoires : Comment concilier les dessertes locales avec le maillage européen ?** », avec **Jacques SANTROT**, Président de l'Association « Les Villes Européennes de la Grande Vitesse », Maire et Président de la Communauté d'Agglomération de Poitiers

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES

a) Adoption du compte-rendu de l'Assemblée générale du 12 juillet 2004 (cf. dossier préparatoire p. 2)

A l'invitation de **Michel DELEBARRE**, les membres approuvent, à l'unanimité, le compte-rendu de la dernière Assemblée Générale.

b) Adoption du rapport d'activité 2004 et recueil des observations sur le rapport d'étape 2005 (cf. dossier préparatoire p.9)

Michel DELEBARRE présente le rapport d'activités 2004. Il souligne que les travaux des différents groupes de travail se sont inscrits, pour 2004, dans la continuité des grandes orientations du Réseau à savoir : le transports et les liaisons ferroviaires, les technologies de l'information et de la communication et les grands sujets d'intérêt commun.

En ce qui concerne le rapport d'étapes 2005, **Michel DELEBARRE** souligne la « montée en puissance » de trois types de travaux au sein du Réseau en 2005 :

- **Les rencontres informelles des DGS** (deux en 2005 : en janvier à Dunkerque et en septembre à Douai)
- **Les réunions du groupe de travail sur la nouvelle donne énergétique**, animé par **Daniel HALLOO**, Vice-Président de la Politique de l'eau et de l'énergie de la Communauté Urbaine de Dunkerque, (deux en 2005 : février et avril)
- **La rencontre des acteurs des télévisions locales** (deux en 2005 : avril et septembre).

Les rapports ne soulevant ni question ni observation, ils sont adoptés à l'unanimité.

c) Dossiers financiers.

A la demande de **Michel DELEBARRE**, **Christian DRUELLE**, expert-comptable du Réseau présente les documents financiers.

Christian DRUELLE invite les membres à parcourir le compte de résultat 2004 et souligne la perte à hauteur de -30 498 € (soit 200 000 FF) sur l'exercice comptable 2004. Il explique cette perte non négligeable par le paiement, sur l'exercice 2004, des frais de déménagement et d'emménagement du siège du Réseau au sein de l'Espace International à l'été 2003 (11 100€). Il souligne ainsi que cette charge est tout à fait exceptionnelle.

Christian DRUELLE rappelle que l'Association dispose, en SICAV, 31 973 € valorisés (soit 210 000 FF).

Avant de soumettre le compte de résultat 2004 au vote des membres du Réseau, **Michel DELBARRE** souligne deux questions qu'il aimerait voir tranchées à l'occasion de cette Assemblée Générale :

Premièrement, il rappelle la demande de subvention exceptionnelle qu'il a adressé au Conseil Régional afin de couvrir le montant des frais de déménagement et d'emménagement du siège du Réseau RAFHAEL. Il indique que, dans une réponse en date du 19 juillet, **Daniel PERCHERON**, Président du Conseil Régional, souhaite voir ces 11 100 € de frais pris en charge par l'ensemble des membres du Réseau. Néanmoins, la situation comptable étant tout à fait satisfaisante (56 566€) au 16 septembre après paiement des frais de déménagement, **Michel DELEBARRE** propose que RAFHAEL supporte, seul, cette charge exceptionnelle.

Les membres approuvent ce dernier point et votes ainsi, à l'unanimité, le fait que RAFHAEL assume seul la charge des frais de déménagement et d'emménagement de son siège.

Deuxièmement, **Michel DELEBARRE** tient à évoquer le cas de certains membres qui, depuis plusieurs années, sont défaillants dans le paiement de leur cotisation à RAFHAEL. Il évoque plus particulièrement le cas de la ville de Tourcoing qui souhaite voir sa cotisation prise en charge par la Communauté Urbaine de Lille Métropole. Même s'il admet que cette question doit être tranchée par la Ville de Tourcoing et la Communauté Urbaine de Lille Métropole elles-mêmes, **Michel**

DELEBARRE souligne que, si une telle solution était acceptée, elle ouvre la possibilité, pour la quasi totalité des villes membres de RAFHAEL, de voir leur cotisation payée par le groupement intercommunal dont elles sont membres.

Se pose ainsi la question de l'avenir, au sein du Réseau RAFHAEL, des membres qui ne paient pas leur cotisation. Selon lui, les « exclure » affaiblirait la notion de Réseau que RAFHAEL tend à promouvoir. Cependant, leur permettre de continuer à être membres ne répond pas à une stricte exigence légale.

Michel DELEBARRE interroge les membres pour « sortir de ce dilemme ».

Christian DRUELLE intervient sur cette question pour souligner le fait que le non paiement des cotisations équivaut à un montant total de « manque à gagner » de 24 297€ pour le Réseau RAFHAEL. Il précise que cette année, dans un souci de bonne gestion et de sincérité des comptes, il a procédé à l'apurement des comptes de RAFHAEL par rapport à ces cotisations non payées.

Monsieur MALVACHE, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole, indique que, selon lui, le « principe de « l'égalité » devrait primer dans ce dossier : il conseille ainsi d'entamer une ultime démarche auprès de ces quelques membres qui, si elle n'est pas suivie d'effets, pourrait déboucher sur l'exclusion de ces derniers.

Concernant la Communauté d'Agglomération de Lens-Liévin, qui n'a pas payé sa cotisation depuis 2002, **Monsieur KUZNIAK**, Directeur Général de la Communauté de Lens-Liévin, indique son étonnement quant à la situation de sa collectivité et précise qu'il va mettre en œuvre dès ce jour les démarches nécessaires pour que ces cotisations soient payées à RAFHAEL.

A l'issue de ces débats, **Michel DELEBARRE** invite les membres à poser des questions ou émettre des observations.

Aucune nouvelle observation n'étant émise, **les membres approuvent les comptes de l'exercice 2004 à l'unanimité** et décident que RAFHAEL prendra contact avec les membres non à jour de cotisation afin de régler au plus vite la question des cotisations non perçues.

Christian DRUELLE poursuit ensuite sa présentation en détaillant le compte de résultat prévisionnel 2005.

Ce dernier présente un compte bénéficiaire de 5 593€ (soit 36 700FF).

Michel DELEBARRE remercie **Christian DRUELLE** pour cette présentation de la situation financière de l'Association.

Le prévisionnel 2005 est approuvé à l'unanimité.

d) Détermination du taux de cotisation 2006

➤ **Michel DELEBARRE** rappelle que lors de l'AG de 2004, il a été décidé de réviser les taux de cotisation en :

- Multipliant par deux le taux de cotisation des Agglomérations, conformément au développement des intercommunalités dont la présence est effective au sein du Réseau.
- Divisant par deux le taux de cotisation des Villes membres à l'exception de Boulogne sur mer, qui a souhaité, en accord avec la Communauté d'agglomération du Boulonnais, conserver les taux antérieurs.

Il précise aussi que dans le Valenciennois, il a été décidé que l'augmentation du taux de la Communauté d'agglomération de Valenciennes et la baisse du taux de cotisation de la Ville de Valenciennes se feraient sur deux ans.

Michel DELEBARRE rappelle ainsi le taux actuel des cotisations annuelles :

- Pour le Conseil Régional	15 000€ (100 000FF) souhaités.
- Pour les autres membres fondateurs	7 622€ (50 000FF)
- Pour les Villes	0,02 €/habitant (soit 0,13FF/hab)
- Pour les Intercommunalités	0,02 €/habitant (soit 0,13FF/hab)
- Pour la CDC	1 500€ (soit 10 000FF)

Michel DELEBARRE propose de conserver le montant de ces cotisations pour 2006.

L'Assemblée approuve cette proposition à l'unanimité.

e) Election du nouveau Conseil d'Administration et du Nouveau Bureau du Réseau RAFHAEL

Michel DELEBARRE propose d'envisager d'ici l'année prochaine un rééquilibrage de la représentation des agglomérations au sein du Réseau. Ces dernières sont en effet de plus en plus investies dans la vie de RAFHAEL, mais restent peu représentées au sein du Conseil d'Administration et du Bureau de l'association.

Michel DELEBARRE suggère d'une part, que **Dominique CRESSON**, Délégué Général du Réseau, se charge de contacter les élus siégeant au sein du Conseil d'Administration au titre de leur ville, de venir y siéger au titre de leur agglomération ; et d'autre part, qu'un « appel » soit lancé auprès des agglomérations pour qu'elles soient en mesure de « présenter » des candidats de leur structure pour « monter » au sein du Conseil d'Administration lors du prochain renouvellement.

Lorsque ces démarches auront été entreprises, **Michel DELEBARRE** propose qu'une nouvelle Assemblée Générale soit convoquée afin de prendre part aux élections à proprement parler. En attendant, il propose aux membres de reconduire les membres du Conseil d'Administration et du Bureau déjà en place, à savoir, pour mémoire :

Membres du Bureau (2003-2005)

<u>Président</u>	Michel DELEBARRE , Ancien Ministre d'Etat, Député-Maire de Dunkerque
<u>Président d'honneur</u>	Pierre MAUROY , Ancien Premier Ministre, Président de Lille Métropole Communauté urbaine, Maire honoraire de Lille
<u>Premier Vice-Président</u>	René VANDIERENDONCK , Maire de Roubaix, Vice-Président de Lille Métropole, Vice-Président du Conseil Régional.
<u>Vice-Présidents</u>	Elio DI RUPO , Bourgmestre de Mons Patrick VAN DEN SHRIECK , Président de la CRCI Jean-Pierre KUCHEIDA , Député-Maire de Liévin François-Xavier MUYLEAERT , Adjoint au Maire d'Arras
<u>Trésorier</u>	Philippe DURET , Conseiller municipal délégué de Tourcoing
<u>Secrétaire</u>	Jean-Jacques DELILLE , Adjoint au Maire de Douai
<u>Autres</u>	Bruno INION , Conseiller municipal de Villeneuve d'Ascq Olivier MARLIERE , Adjoint au Maire de Valenciennes Marie-Dominique LAMBELIN , Adjointe au Maire de Douai

Autres membres du Conseil d'Administration (2001-2005)

- **François-Xavier VILLAIN**, Maire de Cambrai
- **Martine AUBRY**, Ancien Ministre, Maire de Lille
- **Ronald CHARBAUT**, Conseiller municipal de Villeneuve d'Ascq
- **Daniel LEMANG**, Rapporteur du Budget de la ville de Dunkerque
- **Jean-Marie VANLERENBERGHE**, Maire d'Arras
- **Jean-Marie DESFOSSEZ**, Adjoint au Maire de Valenciennes
- **Laurent DUPORGE**, Directeur du CCAS, Vice-Président de la Communauté d'agglomération de Lens-Liévin
- **Alain WACHEUX**, Président de la communauté d'agglomération Artois Comm
- **Pierre BALAY**, Représentant de la CRCI
- **Julien MULLER**, Directeur d'agence BPN
- **Ewa BARTMANN**, Directeur Centre d'Affaires Crédit Lyonnais

L'Assemblée approuve cette proposition à l'unanimité.

PERSPECTIVES DE TRAVAIL

Michel DELEBARRE rappelle les orientations choisies lors de la dernière Assemblée Générale de RAFHAEL (cf. *Compte-rendu de l'Assemblée Générale du 12 juillet 2004, p.2*) et les pistes de travail évoquées à cette occasion.

1. Dossier TRANSPORTS/LIAISONS FERROVIAIRES

➤ le dossier « VALENCIENNES – MONS »

Sur ce dossier, **Michel DELEBARRE** rappelle les orientations retenues par le Réseau en juillet 2000 et confirmées depuis, à savoir :

- le suivi de l'étude de marché relative à la liaison ferroviaire Valenciennes - Mons, toujours dans un contexte élargi au reste de la région,
- la poursuite de la réflexion sur les problèmes généraux de liaisons ferroviaires concernant les villes du Réseau.

Dans le dossier relatif à la liaison ferroviaire Valenciennes - Mons, **Michel DELEBARRE** précise qu'un **courrier** de **René VANDERENDONCK** a été adressé à **Jeannine MARQUAILLE**, Vice-Présidente chargée des transports au Conseil Régional Nord-Pas de Calais afin de connaître l'état du dossier.

Il indique qu'en réponse à ce courrier, **Jeannine MARQUAILLE**, excusée ce jour, s'est dite **prête à venir présenter les résultats de l'étude de potentiel de la liaison réalisée par le Conseil Régional** aux membres du Réseau. Cependant, **Michel DELEBARRE** précise que **Jeannine MARQUAILLE** réserve en priorité les résultats de cette étude à la Commission des Transports du Conseil Régional, qui a financé cette étude.

Michel DELEBARRE propose ainsi aux membres d'adopter le principe de l'organisation d'une rencontre des membres du Réseau avec **Jeannine MARQUAILLE**, dès que cette dernière aura présenté ses conclusions au Conseil Régional.

L'Assemblée marque son accord avec cette proposition.

➤ Le projet ITARC :

Michel DELEBARRE annonce aux membres du Réseau que RAFHAEL vient d'être « approché » pour participer au projet ITARC (Impact and needs of HS Train connectivity on Regional development of regions and cities). Il précise que ce projet est actuellement mis en place dans le contexte du dernier appel à projet Interreg IIIB dont l'objectif est de développer les relations et la cohésion des territoires de l'Europe du Nord-Ouest.

La question posée est la suivante : RAFHAEL est-il intéressé pour participer à ce projet :

- dont le chef de file est la ville de La Haye,
- d'une durée de deux ans ,
- concernant le développement économique lié aux TGV présents et à venir,
- et en particulier dans la perspective de 2007 ?

ITARC poursuit trois objectifs :

- Etudier les impacts présents et à venir de la Grande Vitesse sur le développement économique des territoires traversés.
- Imaginer et développer des partenariats public-privé en vue de l'élaboration de plans régionaux de développement
- Participer à des ateliers thématiques.

Le coût de la participation du Réseau à ce projet s'élèverait à 10 000€. Pour **Michel DELEBARRE**, le Réseau RAFHAEL a intérêt à participer à un tel projet pour au moins trois bonnes raisons :

- Participer de la création d'un réseau de partenaires (anglais, belges, allemands, hollandais) dans la perspective de moyen terme du développement de la Grande Vitesse dans l'Europe du Nord-Ouest

- Pouvoir obtenir un maximum d'informations sur toute la dimension économique des retombées du TGV
- participer à un programme européen... et donc être entendus par les instances européennes.

Les obligations liées à la participation du Réseau sont les suivantes :

- il est nécessaire d'avoir un collaborateur qui participe à des réunions qui se font en anglais pour une fréquence de l'ordre de 5 réunions par an
- RAFHAEL devrait faire face à un coût de 10 000€ pour la participation au programme, dont le budget global a été évalué à 420 500 €
- RAFHAEL devrait aussi assumer des coûts complémentaires (frais de déplacements, de restauration...), remboursés par l'Union Européenne à hauteur de 48% du total des dépenses effectives

Après avoir précisé que le projet ITARC n'a pas encore été validé par l'Union Européenne (il devrait l'être avant la fin de l'année 2005), **Michel DELEBARRE** indique que si les membres acceptent cette proposition, il va s'agir de répondre, dans le cadre d'une lettre d'intention du Président de RAFHAEL, le 4 octobre prochain dernier délai.

En conclusion, **Michel DELEBARRE** indique en dernier point que la CRCI souhaite que RAFHAEL s'engage sur ce dossier. A côté de ce soutien positif de la CRCI, **Michel DELEBARRE** souhaite que le Conseil Régional Nord-Pas de Calais abonde dans le même sens sur ce projet. En effet, **2007 sera une année importante pour la réalisation effective du TGV Nord-Européen**. Les travaux en cours en Belgique, aux Pays-Bas et en Allemagne permettront de disposer d'un réseau à grande vitesse complet avec des gains de temps importants pour les villes comme Rotterdam, Amsterdam ou encore Cologne.

Monsieur DELEBEQUE, Conseiller municipal de la Ville de Tourcoing et Conseiller Communautaire à la Communauté Urbaine de Lille Métropole, souligne la nécessité de tenir informé les membres du Réseau de façon très étroite, aux résultats d'une telle participation.

A la lumière de ces différentes interventions, les membres adoptent cette proposition de participation au projet ITARC.

Enfin, **Michel DELEBARRE** évoque les récentes difficultés rencontrées dans différentes régions concernant les liaisons CORAIL. Pour le Nord-Pas de Calais, Il propose de soutenir toutes démarches engagées par les membres concernés par ce dossier.

2. Dossier TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

Michel DELEBARRE souligne l'intérêt d'entendre le responsable régional, **Pierre de SAINTIGNON**, Vice-Président du Conseil Régional Nord-Pas de Calais en charge des TIC. Il rappelle en effet la nécessité pour les collectivités, et plus particulièrement pour les agglomérations, de connaître les intentions de la Région quant au sort éventuel de l'équipement des territoires en réseaux haut débit.

Il rappelle en effet le cas de la Communauté d'agglomération d'Arras qui, il y a deux ans, avait reçu l'accord du Conseil Régional pour un financement à hauteur de 20% pour son réseau haut débit. Depuis, le Conseil Régional a souhaité ne pas donner suite à cet accord. Cet exemple devrait nous permettre de nous interroger sur la volonté régionale d'accompagner les territoires dans le déploiement des réseaux haut débit.

Selon **Monsieur DELEBEQUE**, cette question mérite en effet qu'on s'y arrête. Il rappelle que Lille métropole Communauté Urbaine a fait « marche arrière » sur son projet de réseaux. Il indique que cette décision a été prise au regard des évolutions techniques constantes et rapides en la matière.

Pour **Frédéric LETURQUE**, Adjoint au Maire d'Arras, il est nécessaire que cette question soit étudiée par le Réseau RAFHAEL selon la réalité des territoires qui constituent le Réseau. En effet, tous les territoires ne bénéficient pas du potentiel métropolitain en matière de très haut débit (notamment en ce qui concerne le nombre d'opérateurs présents).

Christophe DI POMPEO, Conseiller Régional en charge des TIC et Représentant de la Région au sein de RAFHAEL, précise que la position du Conseil Régional en la matière n'est pas encore arrêtée. Elle dépendra a priori, au cas par cas, du nombre d'opérateurs présents sur le territoire.

Michel DELEBARRE, aux vues du débat qu'a fait naître cette question, propose qu'une réunion avec **Pierre de SAINTIGNON** soit organisée avant la fin de l'année 2005.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par les membres du Réseau .

3. Dossier SUJETS D'INTERET COMMUN

TELEVISIONS LOCALES TELEVISION NUMERIQUE

Michel DELEBARRE rappelle que lors de l'Assemblée Générale 2003, les représentants de RAFHAEL ont souhaité initier un travail d'inventaire des télévisions de proximité sur le territoire du Nord-Pas de Calais et de la Belgique transfrontalière.

Il précise que lors de l'Assemblée Générale de 2004, un document réalisé par RAFHAEL sur « les télévisions locales dans le nord-Pas de Calais et la Belgique transfrontalière » a été présenté et diffusé auprès des participants sous une forme « brute ». Par la suite et grâce au soutien financier et logistique du CRAAV, présidé par **Marie-France BERTHET**, ce document a été publié et diffusé à une large échelle. **Michel DELEBARRE** remercie **Marie-France BERTHET** qui représente la Région au sein de RAFHAEL.

Pour développer ce point, **Michel DELEBARRE** invite **Dominique CRESSON**, Délégué Général du Réseau, à intervenir sur ce dossier.

Dominique CRESSON indique que la diffusion de ce document a rencontré un véritable succès et a induit une réelle dynamique au sein du Réseau dans ce domaine:
C'est ainsi qu'ont été organisées **deux rencontres avec les acteurs des télévisions locales** du Nord-Pas de Calais et de la Belgique transfrontalière en novembre 2004 et avril 2005

Il évoque ensuite l'intérêt d'une réactualisation du document sur les télévisions de proximité dans le Nord-Pas de Calais et la Belgique transfrontalière. Il précise que ce document réactualisé a été distribué aux participants de cette Assemblée Générale et qu'il sera possible, dès le 26 septembre au soir, de le consulter sur le site Internet du Réseau.

Michel DELEBARRE remercie **Dominique CRESSON**.

Par ailleurs, toujours sur le dossier « télévisions locales », **Michel DELEBARRE** attire l'attention des membres du Réseau sur la question de **la création d'un fonds d'amorçage et de soutien aux télévisions locales**.

Il rappelle que suite à un contact pris le 24 juin 2005 avec **l'Association des Maires de France**, RAFHAEL a été invité à participer, le 13 septembre dernier, à une réunion du groupe de travail sur les télévisions locales, présidé par **André LAIGNEL**.

Il invite **Dominique CRESSON**, qui s'est rendu à cette réunion, à préciser les questions qui y ont été traitées.

Dominique CRESSON indique que cinq points sont à retenir :

1. La question des télévisions de proximité est de plus en plus d'actualité : nous devrions être à la veille de leur développement effectif dans l'ensemble des régions françaises.
2. C'est le CSA qui détient la clé de ce dossier
3. Il existe une inquiétude et une impatience certaine face à un comportement paradoxal du CSA :
 - le CSA semble en effet « se cacher » derrière les décisions relatives à la TNT pour ne pas accorder aux télévisions de proximité de nouvelles fréquences analogiques
 - pour autant, le CSA ne prend toujours pas de décision pour accorder des canaux aux télévisions de proximité sur la TNT
4. A côté de l'analogique et de la TNT cependant, les télévisions de proximité pourraient se développer via l'Internet. Il y a là une nouvelle donne considérable.
5. A l'occasion de l'examen de la Loi de Finances pour 2006, un certain nombre d'amendements vont être présentés en faveur de la création d'un fonds d'amorçage et de soutien. Sur ce point, **André LAIGNEL** souhaite le soutien de tous les Parlementaires (Députés ou Sénateurs).

Michel DELEBARRE remercie **Dominique CRESSON** et propose aux membres que le Réseau RAFHAEL poursuive son travail de veille dans ce dossier.

Monsieur DELEBECQUE indique que, selon lui, le travail de RAFHAEL dans ce domaine est précieux. Dans ce cadre, il évoque la rencontre des porteurs des télévisions locales du Nord Pas de Calais et de la Belgique transfrontalière en avril 2005, au cours de laquelle ces différents acteurs ont pu, pour la première fois, se rencontrer.

Les membres de RAFHAEL acceptent à l'unanimité la poursuite des travaux de RAFHAEL dans le domaine des télévisions de proximité.

NOUVELLE DONNE ENERGETIQUE

Michel DELEBARRE rappelle que lors de l'Assemblée Générale 2004 du Réseau, le principe de la mise en place d'un groupe de travail sur la nouvelle donne énergétique avait été adopté à l'unanimité.

Conformément aux orientations retenues, **Michel DELEBARRE** rappelle que, **Daniel HALLOO**, Vice-Président de la Politique de l'eau et de l'énergie de la Communauté Urbaine de Dunkerque a mis en place et animé un groupe de travail sur le thème de « La nouvelle donne énergétique pour les Collectivités Territoriales ».

Michel DELEBARRE excuse **Daniel HALLOO** qui n'a pas pu être présent en ce jour. Il invite **Frédéric MABILLE**, Directeur Energie à la Communauté Urbaine de Dunkerque, à faire le point de ces travaux et présenter quelques perspectives liées à la nouvelle loi sur l'énergie.

Frédéric MABILE indique que le groupe de travail sur la nouvelle donne énergétique s'est réuni à trois reprises afin d'évoquer :

- le **6 décembre 2004** le thème: "quelles attentes des membres du réseau dans le dossier de la nouvelles donne énergétique?",
- le **21 février 2005** le thème: "Présentation du rôle des acteurs historiques - EDF et GDF,
- et enfin le **28 avril dernier** (sur le thème: "quel rôle de la Caisse des Dépôts en tant qu'investisseur dans le domaine de l'Energie ? et "retours d'expérience dans la mise en place d'un groupe de commande dans le domaine de l'Energie").

Frédéric MABILLE se félicite de « l'assiduité » des techniciens à ces rencontres.

Pour conclure, **Frédéric MABILLE** évoque l'actualité à venir dans ce dossier :

- début octobre le voyage d'étude à Hanovre organisé par le Réseau RENET
- Janvier 2006 : les assises nationales de l'Energie à Dunkerque, auxquelles le Réseau RAFHAEL et ses membres seront bien entendu conviés.

Michel DELEBARRE remercie **Frédéric MABILLE** et invite les membres à adopter la poursuite des travaux de ce groupe de travail.

Les membres approuvent à l'unanimité cette proposition.

APPELS à COOPERATION METROPOLITAINE

Michel DELEBARRE rappelle que le **5 juillet dernier**, le Réseau RAFHAEL a organisé une rencontre des membres autour de l'appel à coopération métropolitaine lancé par la DATAR. Il indique que lors de cette réunion, **Nathan STARKMAN**, Directeur de l'Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole et **Patrice VERGRIETTE**, Directeur de l'Agence de développement et d'urbanisme de Dunkerque, nous ont présenté les dossiers de candidature de l'Aire métropolitaine de Lille et de la Région métropolitaine de Flandre Côte d'Opale – Flandre occidentale belge.

Michel DELEBARRE rappelle que, le 9 août dernier, ces deux projets ont été retenus par le gouvernement. Il souligne l'importance, pour un Réseau comme RAFHAEL, de tenir ses membres informés des suites données à ces deux projets.

Dans cette optique, **Frédéric LETURQUE** indique que, les collectivités sont demanderesses d'une information claire et régulière dans ce domaine : elles désirent être éclairées sur les réelles retombées en terme de développement cohérent et équilibré des territoires.

Michel DELEBARRE suggère que les membres soient tenus au courant des réflexions et conclusions du groupe de travail mis en place par la DATAR pour suivre ces projets au niveau national.

A l'unanimité, les membres approuvent cette proposition.

EUROPE et TRANSFRONTALIER

Sur ce dossier, **Michel DELEBARRE** rappelle qu'avait été évoquée une rencontre des membres du Réseau RAFHAEL avec **Monsieur LEGUES**, de l'Union Européenne. Il indique que si cette réunion n'a pas eu lieu, elle garde de sa pertinence.

Michel DELEBARRE propose d'envisager cette rencontre à la lumière des nouvelles orientations budgétaires de l'Union Européenne.

Par ailleurs, **Michel DELEBARRE** rappelle qu'une **Commission Européenne Extra Régionale** a été mise en place, il y a quelques mois. Il propose aux membres du Réseau de les associer aux travaux de cette commission.

Ces propositions sont adoptées à l'unanimité par les membres.

URBANISME COMMERCIAL

Michel DELEBARRE rappelle que lors de l'AG de 2004, le constat avait été fait que les actuelles commissions départementales d'équipement commercial n'étaient plus adaptées, à un certain niveau d'investissement ou d'extension, aux projets grands d'équipement commercial qui, souvent, représentent des enjeux régionaux, voire transfrontaliers.

Il rappelle ainsi que lors de l'Assemblée Générale de 2004, il avait été décidé de réfléchir, au sein du Réseau, à la mise en place d'une Commission à l'échelle régionale éventuellement ouverte aux questions transfrontalières.

Michel DELEBARRE indique que **René VANDIERENDONCK**, excusé ce jour, lui a fait part de son intérêt pour ce dossier qui, selon lui, est toujours pertinent.

Par ailleurs, il indique que **Jean-Jacques DELILLE**, Président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis, lui a donné son accord de principe pour animer une réflexion sur ce dossier.

Noël MALVACHE indique qu'il serait peut-être utile d'élargir cette réflexion à la mise en place des SCOT : d'autres secteurs de l'aménagement du territoire méritent en effet selon lui une réflexion collective des membres de RAFHAEL.

Pour **Michel DELEBARRE**, c'est en effet le cas, même si la problématique de l'urbanisme commercial diffère des autres thèmes d'aménagement du territoire en ce que les zones de chalandise des différentes structures commerciales dépassent bien souvent les frontières des agglomérations.

Michel DELEBARRE propose aux membres d'engager une réflexion sur ce thème animée par **Jean-Jacques DELILLE**.

L'HABITAT

Dans le cadre de la décentralisation et comme suite aux discussions informelles tenues dans le cadre des rencontres des DGS du Réseau, il apparaît **utile de faire un point sur la question de l'aide à la pierre.**

Michel DELEBARRE propose l'organisation d'une rencontre autour du Président de l'Union Régionale des HLM sur cette question.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité par les membres.

Avant de lever la séance, **Michel DELEBARRE** remercie tous les participants et à féliciter, tout particulièrement, **Coralie DELPIERRE**, Chargée mission du Réseau RAFHAEL, pour la naissance de sa fille, Lou.

Michel DELEBARRE lève la séance à 12h00

Michel DELEBARRE
Ancien Ministre d'Etat
Député-Maire de Dunkerque
Président du Réseau RAFHAEL

LISTE DES PRÉSENTS ET EXCUSÉS

PRÉSENTS

BRANQUART Philippe, Directeur Général des Services de la CA du Douaisis
CHARLE Anne-Sophie, Chef de Cabinet du Maire de MONS
COOPMAN Jean-Luc, Directeur Délégué pour la Région Nord-Pas de Calais de la Caisse des Dépôts et Consignations
COUPE Yves, Maire-Adjoint de Cambrai, VP de la CA du Cambrésis
CRESSON Dominique, Délégué Général du Réseau RAFHAEL
CRINDAL Christian, Directeur Action Economique, Ville de Lille
DEFURNES Philippe, Vice Président de la Communauté Urbaine de Dunkerque
DELEBARRE Michel, Ancien Ministre d'Etat, Député-Maire de Dunkerque, Président du Réseau RAFHAEL
DELEBECQUE Bernard, Conseiller communautaire, Lille Métropole Communauté urbaine
DELPierre Coralie, Chargée de mission du Réseau RAFHAEL
DESFOSSEZ Jean-Marie, Maire-Adjoint de la ville de Valenciennes
DI POMPEO Christophe, Conseiller Régional et Adjoint au Maire de Maubeuge
DRUELLE Christian, Expert-Comptable du Réseau RAFHAEL.
DURET Philippe, Conseiller Municipal de Tourcoing et Trésorier du Réseau RAFHAEL
KUZNIAK Serge, Directeur Général de la Communauté de Lens-Liévin
LASSERRE Armelle, Chargée de mission par intérim du Réseau RAFHAEL.
LEMAITRE Michel, Expert-Comptable du Réseau RAFHAEL
LEMANG Daniel, Rapporteur Général du budget de la ville de Dunkerque
LETURQUE Frédéric, Adjoint au Maire d'Arras, Vice-Président de la Communauté Urbaine d'Arras
MABILLE Frédéric, Directeur Energie de la Communauté Urbaine de Dunkerque
MALVACHE Noël, VP de la CA de Valenciennes Métropole et Maire de Saultain
MARLIÈRE Olivier, Chargé du développement territorial de la Caisse des Dépôts et Consignations
MOREAU Olivier, Chargé du développement territorial à la Caisse des Dépôts et Consignations
VLIEGHE. J., Responsable du Programme Développement économique d'Artois COMM
WACHEUX Alain, Président de la Communauté d'Agglomération d'Artois COMM

EXCUSES :

AUBRY Martine, Ancien Ministre, Maire de Lille
AUGE Michèle, Vice-Présidente de la CA du Boulonnais et Maire de La Capelle
BEGUIN Jean, Président de la CCI du Cambrésis
BERTHET Marie-France Conseillère Régionale, Présidente du CRAAV
CAREME Damien, VP de la Communauté Urbaine de Dunkerque, Maire de Grande-Synthe
CARTON Bernard, Conseiller Communautaire LMCU, Conseiller municipal de Roubaix
FRANCOIS Charles, Vice Président de la Communauté du Calaisis
CUVILLIER Frédéric, Maire de Boulogne sur mer
DEFRESNE Patrice, Administrateur territorial de la Ville d'Arras
DELAHAYE Gérard, VP de la CA d'Artois COMM
DELANNOY Michel-François, Premier Adjoint au Maire de la ville de Tourcoing
DELDREVE Régis, Conseiller communautaire de la CA du Calaisis
DELILLE Jean-Jacques, Président de la Communauté d'Agglomération du Douaisis
DE SAINTIGNON Pierre, VP du Conseil Régional, Premier Adjoint de la Ville de Lille
DESFOSSEZ Nicole, Conseillère municipale de la ville d'Avesnes sur Helpe
GABREAU Christophe, DGA de Lille Grand Palais
HENON Hervé, Adjoint au Maire de Boulogne-sur-mer
KEMEL Philippe, VP de la CA d'Hénin-Carvin et Maire de Carvin
LAFONT Bernard, VP de la Communauté d'agglomération de Valenciennes Métropole et Maire d'Artes
LAMBELIN Marie-Dominique, Maire-Adjoint de la ville de Douai
MARQUAILLE Jeannine, VP du Conseil Régional
MUYLAERT François-Xavier, Maire-Adjoint d'Arras
PAUVROS Rémy, Maire de Maubeuge, VP du Conseil Général du Nord
PHILIPPART Jacques, Conseiller Municipal délégué de la Ville d'Avesnes sur Helpe
SUBILEAU Jean-Louis, Directeur Général d'EURALILLE
VANCAILLE Michel, Président de la Communauté de Lens-Liévin
VANDIERENDONCK René, Maire de Roubaix et Premier Vice-Président de RAFHAEL
VERNIER Jacques, Maire de Douai
VILLAIN François-Xavier, VP de la CA de Cambrai

ANNEXE

**Lettre d'intention du Réseau RAFHAEL
relative au projet ITARC**